

### Questions orales

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Le député est en train de dire que le président Reagan recherche la paix avec moins de conviction que l'autre camp. Nous rejetons cette idée.

**M. Axworthy:** Relevez la tête au lieu de vous prosterner.

**M. Mulroney:** Les États-Unis tentent, avec l'aide de leurs alliés, de garantir une paix durable. Nous croyons que la question est complexe et nous allons essayer d'aider les deux parties à instaurer cette paix dans le monde.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

● (1140)

## LES ARMES NUCLÉAIRES

### LE DÉPLOIEMENT D'APPAREILS AMÉRICAINS AU CANADA

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre. J'espère que je ne déformerai pas ses paroles; en tout cas, je m'efforce de ne pas le faire. Cependant, j'ai cru l'entendre dire que son gouvernement a hérité de certaines ententes qui ne prévoient pas de garanties suffisantes pour permettre au gouvernement du Canada de refuser au Commandement aérien stratégique des États-Unis l'accès au territoire canadien. Veut-il dire à la Chambre des communes que l'on a supprimé le règlement actuellement en vigueur aux États-Unis, en vertu duquel le Commandement aérien stratégique américain peut déployer à Cold Lake des appareils transportant des armes nucléaires, que ce règlement n'est plus en vigueur et que le Canada n'est plus visé par ses dispositions?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, notre position est extrêmement claire. Je l'ai déjà exposée auparavant et encore aujourd'hui. Il ne peut y avoir, en aucune circonstance, déploiement d'armes nucléaires sur le territoire canadien sans l'accord du gouvernement du Canada. En ce qui concerne notre gouvernement, si nous estimons que ce projet ne servira pas nos intérêts, nous nous y opposerons.

### LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou le premier ministre admet-il que le gouvernement américain n'est pas du même avis en ce qui concerne le règlement qui l'autorise, selon lui, à déployer en cas d'urgence des appareils transportant des armes nucléaires à Cold Lake, et où il n'est fait aucune mention du droit du Canada à accepter ou non le déploiement de ces appareils et de ces armes nucléaires?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, le député—et je le dis avec toute la gentillesse possible—ferait peut-être mieux de s'appuyer sur d'autres sources que les articles qu'il a trouvés à la page éditoriale du *Globe and Mail* et sur lesquels reposent sa série de questions.

Que tout soit bien clair. En ce qui concerne Cold Lake et d'autres questions, avant qu'on envisage le déploiement d'armes nucléaires au Canada en cas de crise—ce que nous espérons tous éviter—notre gouvernement et tous ceux qui suivront, en vertu des ententes en vigueur, ont le droit de refuser ce déploiement. Le gouvernement actuel exercera ce droit s'il le juge dans l'intérêt du Canada.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

### L'ACCÈS À DE NOUVEAUX MARCHÉS AU JAPON POUR LES PRODUITS CANADIENS

**M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Nous lui souhaitons la bienvenue à son retour dans le pays. Il a eu des entretiens bilatéraux enrichissants avec d'autres dirigeants du monde. L'économie est la question qui a peut-être le plus d'importance dans notre pays parce que les Canadiens veulent travailler. Dans ses entretiens avec le premier ministre Nakasone, a-t-il pu discuter de l'accès à de nouveaux marchés au Japon, pour les produits agricoles canadiens, et de la question des contrôles visant les automobiles fabriquées par le Japon et importées au Canada?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Oui, monsieur le Président, j'ai eu d'excellents entretiens avec le premier ministre Nakasone, au cours desquels nous avons abordé toutes ces questions, et surtout la dernière dont vient de parler le député et qui nous intéresse de près, surtout le sud-ouest de l'Ontario. Nous avons également discuté de l'ordre du jour de la réunion de Bonn à laquelle nous assisterons tous deux. J'ai pris la liberté, étant donné l'importance des relations nippo-canadiennes, surtout des pays riverains du Pacifique et la participation de l'Ouest du Canada, d'inviter le premier ministre japonais à venir au Canada cette année dès qu'il le pourra.

\* \* \*

## L'ENVIRONNEMENT

### L'ACCORD CONCLU ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS SUR LES PLUIES ACIDES

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Est-il au courant des critiques sévères formulées par les principaux groupes d'écologistes des deux côtés de la frontière au sujet de l'accord que doivent signer, semble-t-il, le président des États-Unis et le premier ministre cette fin de semaine? En fait, d'aucuns ont même prétendu que le Canada se ferait rouler s'il signait cet accord. Le premier ministre pourrait-il garantir à la Chambre et aux Canadiens qu'il ne se contentera pas d'accepter un quelconque accord prévoyant d'autres discussions sur les pluies acides, mais qu'il exhortera plutôt le président des États-Unis à prendre des mesures concrètes pour résoudre ce problème extrêmement grave?